

DEMANDE DE SUBVENTION

ANNEE 2025

Contact : Service Financier - Comptabilite@carnac.fr

NOM DE L'ASSOCIATION :

Adresse du siège social :

Nom, qualité, adresses (postale et e-mail) et n° de téléphone de la **personne à contacter** :

N° SIRET (14 chiffres) : ... **obligatoire**

SYNTHESE (partie réservée à la Mairie)		
DEMANDE(S) DE L'ASSOCIATION	Montant(s) demandé(s)	Décision *
Subvention de fonctionnement :		
Subvention(s) exceptionnelles(s) pour le(s) projet(s) suivant(s) :		
.....		
.....		

SITUATION FINANCIERE DE L'ASSOCIATION à la fin de l'exercice 2024	
Solde du/des compte(s) courants bancaire(s) : €	représentant : mois de fonctionnement
Solde des livrets d'épargne et placements : €	
Total : €	

* Pour mémoire, Critères d'attribution des subventions :

- . Si les avoirs financiers (comptes et placements divers) de l'association sont supérieurs à 6 mois de fonctionnement, la demande de subvention doit être particulièrement argumentée.
- . La subvention peut être refusée si ces avoirs sont supérieurs à 6 mois de fonctionnement.
- . La subvention ne peut en aucun cas dépasser 50% du budget de fonctionnement de l'association.
- . Une association dont l'activité est tournée essentiellement vers les jeunes est prioritaire.

DOSSIER COMPLET A DEPOSER EN MAIRIE AVANT LE 15 JANVIER 2025

Pièces à joindre Obligatoirement :	☐ Questionnaire complété et signé, et notamment ☐ Bilan financier détaillé du dernier exercice, certifié conforme (tableau complété page 2 ou document établi par un cabinet comptable) ☐ Budget prévisionnel 2025 de l'association
	☐ Relevé(s) de(s) compte(s) bancaire(s) indiquant la situation de trésorerie en fin d'exercice écoulé ☐ Procès-verbal de la dernière assemblée générale ☐ Budget prévisionnel du projet en cas de demande de subvention exceptionnelle ☐ Relevé d'identité bancaire ou postal (à joindre obligatoirement)
Pièces à fournir par les associations nouvelles ou en cas de modification(s) intervenue(s) depuis le dépôt du précédent dossier	☐ Déclaration de l'association (Sous-) Préfecture ou au JO ☐ Copie des statuts de l'association

RESULTATS FINANCIERS DU DERNIER EXERCICE (2024)

- Pourront être adressés à la Mairie entre le 15 janvier et le 31 janvier 2025
 → Le cas échéant, les documents informatiques édités par un cabinet comptable peuvent remplacer cette page

	DEPENSES (en EUROS)		RECETTES (en EUROS)
INVESTISSEMENTS		SUBVENTIONS	
INVESTISSEMENTS		Subventions	
		Etat	
		Région	
		Département 56	
		Comité, Ligue, Fédérations	
		AQTA	
		Commune de CARNAC	
FONCTIONNEMENT		Autres communes	
Frais de personnel		(à détailler par commune)	
Frais financiers			
Frais de déplacement		Cotisations	
Manifestation(s)		Manifestations	
Frais de pratique sportive			
Autres dépenses		Autres recettes	
		(à détailler)	
TOTAL DES DEPENSES		TOTAL DES RECETTES	

RESULTAT DE L'EXERCICE	EXCEDENT :	
	DEFICIT :	

Renseignements certifiés exacts.

Le Président,

A, le
 Le Trésorier,

Le Secrétaire,

QUESTIONNAIRE DESTINE AUX ASSOCIATIONS NON SPORTIVES

Nombre d'adhérents par commune de résidence :

Carnacois	dont jeunes Carnacois de moins de 18 ans	Plouharnelais	Trinitains	Autres	Total

Montant de la cotisation individuelle, (Si plusieurs tarifs, les joindre au dossier)

.....€

L'association exerce-t-elle ses activités dans des bâtiments communaux ?

OUI ☐

NON ☐

Indication de ces locaux :

.....
.....

Périodicité

.....
.....

L'association organise-t-elle des événements d'envergure départementale, régionale, nationale sur la commune (1) : OUI ☐ NON ☐

Si oui, lesquels :

.....

Sollicite-t-elle de la ville une subvention complémentaire pour ces événements ? (1) OUI ☐ NON ☐



QUESTIONNAIRE DESTINE AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES

Sports pratiqués :

L'association exerce-t-elle des activités autres que sportives ? (1) OUI ☐ NON ☐

Si oui, lesquelles :

L'association organise-t-elle des événements d'envergure départementale, régionale, nationale sur la commune (1) : OUI ☐ NON ☐

Si oui, lesquels :

Sollicite-t-elle de la ville une subvention complémentaire pour ces événements ? (1) OUI ☐ NON ☐

L'association exerce-t-elle ses activités dans des bâtiments propriétés de la commune ou loués par celle-ci ? (1) OUI ☐ NON ☐

Indication de ces locaux :

.....
.....

Périodicité :

.....
.....

Nombre de licenciés par commune de résidence :

Carnacois	dont jeunes Carnacois de moins de 18 ans	Plouharnelais	Trinitains	Autres	Total

Montant de la cotisation individuelle, licence comprise (Si plusieurs tarifs, les joindre au dossier)

..... €

Nombre d'adhérents	Nombre		Nombre d'équipes		
	Homme(s)	Femme(s)	Homme(s)	Femme(s)	MIXTE
Vétérans					
Seniors					
Juniors					
Cadets					
Minimes					
Pupilles					
Benjamins					
Poussins					
Total jeunes					
Total général					

(1) Mettre une croix dans la case concernée.

Les dirigeants et les entraîneurs :

Dirigeants	Entraîneurs	Entraîneurs rémunérés	Entraîneurs bénévoles
Nombre :	Nombre :	Nombre :	Nombre :
Plus haut niveau de formation sportive (joindre photocopie du diplôme)			
L'association participe-t-elle à la formation de ses cadres ? (1)		OUI ☐	NON ☐
Si oui, Type de formation :			
Nombre de formations.....		Budget consacré :.....	

Joueurs et athlètes

Y a-t-il des joueurs, entraîneurs ou autres salariés ?	OUI ☐ NON ☐	Si oui, combien ?
Dédommagés, indemnisés ?	OUI ☐ NON ☐	Si oui, combien ?
Fourchettes des montants ?.....		
Système de prime (s) ?	OUI ☐ NON ☐	Si oui, montant ?
Remboursement des frais ?	OUI ☐ NON ☐	Si oui, montant ?

(1) Mettre une croix dans la case concernée.

Résultats sportifs de la saison écoulée

Résultats les plus élevés par équipe et en sport individuel :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Les informations recueillies par la Commune de Carnac, représentée par le Maire, font l'objet d'un traitement en vue du versement des subventions communales. Ce traitement relève d'une obligation légale. Les informations seront conservées pour une durée de 10 ans. La réponse aux informations requises est obligatoire pour la finalité poursuivie. Le destinataire de ces informations est le service financier auprès de qui vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de limitation. Vous pouvez également contacter le délégué à la protection des données dgd@cdg56.fr ou recourir à la CNIL si les réponses préalables ne vous semblent pas suffisantes.

ASSOCIATIONS

DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1, 10 et 10-1

Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Ce formulaire peut être enregistré sur un ordinateur ou tout autre support (clé USB, etc.) pour le remplir à votre convenance, le conserver, le transmettre, etc. puis l'imprimer, si nécessaire.

Une [notice n° 51781#04](#) est disponible pour vous accompagner dans votre démarche de demande de subvention.

Rappel : Un compte rendu financier doit être déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. Le formulaire de compte-rendu financier est également à votre disposition sur https://www.formulaires.modernisation.gouv.fr/gf/cerfa_15059.do

Cocher la ou les case(s) correspondant à votre demande :

Forme	Fréquence - Récurrence	Objet	Période
en numéraire (argent) en nature	première demande renouvellement (ou poursuite)	fonctionnement global projets(s)/action(s)	annuelle ou ponctuelle pluriannuelle

À envoyer à l'une ou plusieurs (selon le cas) des autorités administratives suivantes (coordonnées <https://lannuaire.service-public.fr/>) :

État - Ministère

Direction (ex : départementale -ou régionale- de la cohésion sociale, etc.)

Conseil régional

Direction/Service

Conseil départemental

Direction/Service

Commune ou Intercommunalité

Direction/Service

Établissement public

Autre (préciser)

1. Identification de l'association

1.1 Nom - Dénomination :

Sigle de l'association : Site web:

1.2 Numéro Siret :

1.3 Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :
(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 Numéro d'inscription au registre (article 55 du code civil local) : Date
Volume : Folio : Tribunal d'instance :

1.5 Adresse du siège social :

Code postal : Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.5.1 Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :

Code postal : Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.6 Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

1.7 Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom : Prénom :

Fonction :

Téléphone : Courriel :

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)?

oui non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :

attribué par

en date du :

.....		
.....		
.....		
.....		

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ?

oui non

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ?

oui non

3. Relations avec d'autres associations

A quel réseau, union ou fédération, l'association est-elle affiliée ? (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

.....
.....

L'association a-t-elle des adhérents personnes morales : non oui Si oui, lesquelles?

.....
.....

Association sportive agréée ou affiliée à une fédération agréée :

4. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée

Nombre de bénévoles : <i>Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association, de manière non rémunérée.</i>	
Nombre de volontaires : <i>Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)</i>	
Nombre total de salariés :	
dont nombre d'emplois aidés	
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé (ETPT)	
Nombre de personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	
Adhérents <i>Adhérent : personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association</i>	

5. Budget¹ de l'association

Année

ou exercice du

au

Budget supplémentaire -
demande pluriannuelle

Suppression du budget -
demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs			
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE³

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		TOTAL	

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 2018-06, prévoit *a minima* une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice.

Projet n°

6. Projet - Objet de la demande

Remplir une « rubrique 6 - *Objet de la demande* » (3 pages) par projet

Projet supplémentaire -
demande multi-projets

Suppression d'un projet -
demande multi-projets

Votre demande est adressée à la politique de la ville ? oui

Intitulé :

Objectifs :

Description :

Bénéficiaires : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

6. Projet - Objet de la demande (suite)

Territoire :

Moyens matériels et humains (voir aussi les "CHARGES INDIRECTES REPARTIES" au budget du projet) :

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement à l'action/projet		
Salarié		
dont en CDI		
dont en CDD		
dont emplois aidés ⁴		
Volontaires (services civiques ...)		

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutements(s) pour la mise en oeuvre de l'action/projet ?

oui non Si oui, combien (en ETPT) :

Date ou période de réalisation : du (le) au

Evaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

⁴ Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.

Projet n°

6. Budget⁵ du projetBudget supplémentaire -
projet pluriannuelSuppression du budget -
projet pluriannuel

Année

ou exercice du

au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs			
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL		TOTAL	

La subvention sollicitée de
(montant sollicité/total du budget) x 100.

€, objet de la présente demande représente

% du total des produits du projet

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

7. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les 2 signatures - celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter -) lui permettant d'engager celle-ci⁸.

déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) ;
- que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la [Charte des engagements réciproques](#) conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)¹⁰

inférieur ou égal à 500 000 €

supérieur à 500 000 €

- | | |
|--------------------------------|-----------------------------------|
| - demander une subvention de : | € au titre de l'année ou exercice |
| | € au titre de l'année ou exercice |
| | € au titre de l'année ou exercice |
| | € au titre de l'année ou exercice |

- que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association.

=> Joindre un RIB

Fait, le _____ à _____

Signature

--

Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessus

⁸ "Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire. Art. 1984 du code civil."

⁹ Déclaration des changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations - Préfecture ou Sous-préfecture.

¹⁰ Conformément à la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) No 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

7 bis. Informations annexes

Relatives aux subventions déjà perçues dans le cadre de la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Si, et seulement si, l'association a déjà perçu au cours des trois derniers exercices (dont l'exercice en cours) des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'Etat (de type : "Décision Almunia", "Règlement de *minimis*", "Régime d'aide pris sur la base du RGEC"...) renseigner le tableau ci-dessous :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/ lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant

Pour plus d'informations sur la manière de remplir ce tableau, se reporter à la notice.